

Nicolas Dufourcq (Bpifrance) : « on peut encore diminuer les impôts de production »

« Nicolas Dufourcq : 'Personne dans l'élite ne savait ce qu'était une PME' », titre **Le Point, ouvrant ses colonnes au directeur général de Bpifrance**, qui revient sur son dernier ouvrage, « La Désindustrialisation de la France, 1995-2015 ». « La désindustrialisation de notre pays est bien un drame, souligne-t-il. Il suffit de traverser nos régions pour voir à quel point tant de vallées se sont vidées de leurs usines. À la suite d'une succession d'erreurs gigantesques, le pays a perdu le tiers de ses emplois industriels et a fait passer l'industrie à seulement 10 % du PIB. » « La responsabilité est collective, je ne fais pas de hiérarchie, poursuit-il. C'est une soupe politique commune qui a mal tourné, dans laquelle l'imaginaire français joue un grand rôle. » « L'État a aussi une responsabilité massive », surtout dans les années 90 et 2000, pointe-t-il. Toutefois, « après la crise de 2008-2009 et le « quoi qu'il en coûte » lancé par Mario Draghi, l'Europe est sortie de la logique d'austérité budgétaire (...). Mais il reste beaucoup à faire. L'administration française doit passer d'un modèle « gendarme » à un modèle « projet ». Il faut aussi une accélération considérable des délais des rendus de décisions de justice dans les dossiers industriels. Ensuite, il faut investir massivement dans l'innovation industrielle », détaille Nicolas Dufourcq. « Sur la fiscalité, on peut encore diminuer les impôts de production et sanctuariser le pacte Dutreil, tout en le simplifiant. » (Le Point, p.119)

« Épitaphe pour l'industrie française », titre **Le Point**, pour un point de vue de l'essayiste Alain Minc, qui revient sur le livre de Nicolas Dufourcq, et appelant à un sursaut sur la désindustrialisation. À ses yeux, Nicolas Dufourcq détaille « avec un mélange de conviction et d'optimisme viscéral les quelques hirondelles qui traversent le ciel noir : l'apparition d'un écosystème qui fait de la France un havre pour les start-up ; le plan France 2030, qui donne de vraies ambitions sectorielles aux 30 milliards dont il est doté ; la disponibilité d'une épargne prête à s'engager dans de nouveaux paris. Quelques indices de redressement apparaissent, mais le chemin à parcourir demeure immense. » (Le Point, p.122)